

Florilège d'idées reçues à propos des migrations internationales

André Cartapanis

Cercle des économistes

Dans leur grande majorité, les Hommes ne sont pas des nomades. Mais dans le monde du travail d'aujourd'hui, ils ne cessent de franchir les frontières. Ils sont mobiles, ils émigrent, pour s'éduquer, pour répondre aux stratégies planétaires des firmes qui les emploient, surtout pour offrir leur force de travail face au chômage endémique et à la pauvreté qui frappent leurs pays d'origine. Souvent aussi pour fuir les discriminations ou les guerres. La figure de l'immigré, non qualifié et exploité, ou du réfugié côtoie ainsi celle de l'étudiant qui internationalise ses compétences ou celle de l'ingénieur qui s'expatrie. Les migrations internationales des travailleurs empruntent ainsi de multiples trajectoires : des pays industriels vers les économies émergentes à croissance élevée, des pays les moins avancés vers les économies vieillissantes du nord de l'Europe ou vers l'Amérique du Nord, au sein de réseaux structurés comme les diasporas ou par la voie de l'immigration illégale... Ces chassés-croisés du travail créent autant d'opportunités que de défis, tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine. Mais, en même temps, les migrations internationales sont l'objet d'innombrables idées reçues liées à une instrumentalisation politique qui alimente le racisme et la xénophobie, ou, tout simplement, révèlent un déficit d'information sur l'ampleur ou la nature et, plus encore, sur les conséquences économiques d'un tel phénomène. On donnera ici quelques exemples de ces idées reçues.

1. Les migrations internationales n'ont jamais été aussi massives et révèlent une véritable mondialisation des marchés du travail : Faux.

Dans toutes les enquêtes d'opinion, on observe une surestimation systémique du poids de l'immigration dans la population. Selon le Bureau international du travail, il y a aujourd'hui 232 millions de migrants internationaux installés hors de leur pays d'origine, soit environ 3,2% de la population mondiale. Ce chiffre est en hausse (+ 57 millions depuis 2000) et, pour la Banque mondiale, l'on devrait atteindre les 250 millions fin 2015. Mais entre le milieu du XIX^e siècle et les années 1930, ce sont près de 100 millions de personnes qui ont émigré d'Europe ou d'Asie notamment vers l'Amérique du Nord, pour une population alors quatre fois moindre. Les migrations internationales sont donc en progression mais il faut relativiser l'ampleur de ce phénomène à l'échelle de la population mondiale ou en référence aux grandes vagues d'immigration de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. La crise a d'ailleurs fortement freiné les flux migratoires, un pic ayant été atteint en 2007, avec un flux de 2,5 millions de migrants dans l'OCDE, et un flux de seulement 1,9 million en 2012, le cas de l'Espagne étant emblématique de ce processus de flux et de reflux.

Ces chiffres ne confirment donc pas l'hypothèse d'une circulation généralisée des hommes et d'une intégration mondiale des marchés du travail, comparativement à l'intégration très marquée des marchés de biens et services, via le commerce international, ou des marchés financiers, par le jeu des transferts massifs de capitaux.

2. Les migrations internationales sont essentiellement de type Sud-Nord : Faux.

Si les pays développés accueillent 51% de toute cette population de migrants, aujourd'hui les flux migratoires Sud-Nord reculent, surtout depuis la crise, et ce sont les flux Sud-Sud qui progressent le plus vite : Sud-Sud : 37% ; Sud-Nord : 35% ; Nord-Nord : 23% ; Nord-Sud : 5%. On note également une très forte expansion de ces flux à l'échelle intra-régionale, en Afrique, en Asie du Sud-Est ou en Asie du Sud. Ce développement des migrations internationales Sud-Sud a pour principale zone d'origine l'Asie du Sud, tout particulièrement en direction des pays du Golfe où l'immigration peut représenter

jusqu'à 80% de la population active. On est loin, en tout cas, de l'image de l'Europe ou de l'Amérique du Nord soumises à une déferlante de migrants venant des pays du Sud.

3. Les migrations internationales sont principalement le produit des conflits, des guerres civiles, des catastrophes naturelles..., ce qui explique la part dominante des réfugiés, des demandeurs d'asile, des immigrés illégaux : Faux.

Depuis le mois de janvier 2015, 103 000 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe en traversant la Méditerranée, selon le décompte du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés révélé le 9 juin dernier. C'est là une catastrophe humanitaire qui impose une mobilisation d'urgence mais qui ne doit pas faire oublier les tendances lourdes en matière de migrations internationales, en l'occurrence la part relativement faible des afflux de réfugiés. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les migrations humanitaires liées aux conflits, aux discriminations politiques, religieuses ou raciales, ou encore aux catastrophes naturelles, ne représentent que 15% des flux. L'essentiel des migrants illégaux et des réfugiés issus des conflits au Moyen et au Proche-Orient ne se trouvent pas dans les pays développés européens (274 000 en 2014, soit seulement 0,05 % de la population), mais dans les pays du Sud, en Turquie (1,7 million), au Liban (1 million), en Jordanie (600 000).

Sur ce plan, toutes les sources convergent : l'immigration d'urgence ne représente que 10 à 15% du total des flux migratoires. Cela n'atténue pas la gravité de ces catastrophes humanitaires, ni le rôle effroyable des réseaux mafieux ou des agences spécialisées, surtout en Asie, qui organisent et suscitent ces flux tout en prélevant des commissions exorbitantes.

4. Les migrations internationales venant des pays du Sud proviennent des pays les plus pauvres de la planète et entravent leur développement économique : Faux.

D'abord, une très large part des migrants provient des pays à revenu intermédiaire et non pas des pays les plus pauvres. Car le départ exige des moyens financiers, un niveau de formation minimum, et aussi l'accès à des réseaux, des diasporas, à une tradition de l'émigration. Ce ne sont pas les plus pauvres qui émigrent.

Quant aux facteurs à l'origine des migrations internationales, ils relèvent sans doute de la situation politique des pays d'origine, des crises, des guerres, des discriminations..., mais ils répondent surtout à des facteurs économiques : sous-développement, déséquilibres démographiques, persistance des inégalités, chômage endémique, énormes écarts de niveaux de salaires entre pays d'accueil et d'origine (de 1 à 10 en moyenne parmi les migrants en provenance du Sud).

Les facteurs environnementaux jouent un rôle croissant dans le déclenchement des flux migratoires, on le voit au Bangladesh face à la montée des eaux ou en Afrique subsaharienne devant l'extension des zones désertiques, et c'est là un phénomène qui a toutes les chances de s'accentuer dans les décennies futures. Mais, jusqu'ici, les facteurs environnementaux ont surtout alimenté les migrations intra-régionales.

Du coup, les effets de l'émigration au sein des pays d'origine sont souvent présentés de façon négative et univoque. Par la fuite des cerveaux, par l'exil de la force de travail la plus dynamique, les migrations vers des pays économiquement plus avancés viendraient conforter les blocages au développement. Ce n'est pas faux à court terme. Mais d'autres phénomènes interviennent et relativisent ce scénario. Les migrations économiques massives sont beaucoup plus la conséquence de la pauvreté qu'un facteur aggravant. Car les migrations internationales induisent des reflux financiers, les fameux renvois de fonds (*remittances*) pour des montants considérables. Pour la Banque mondiale, les *remittances* auraient représenté 436 milliards de dollars en 2014, ce qui est très nettement supérieur à l'aide officielle au développement. Ces afflux viennent atténuer la

pénurie d'épargne et donc de capital dans des pays à forte dotation relative en facteur travail. Dans certains foyers d'émigration internationale, cela peut représenter des flux d'épargne importée de l'ordre de 10 à 20% du PIB (Arménie, Népal, Haïti), et même 50% au Tadjikistan. C'est donc un facteur significatif d'accroissement de l'investissement dans les pays concernés, même si une part de ces envois de fonds alimente aussi la consommation des populations touchées par une pauvreté endémique. C'est aussi la source majeure de financements en devises permettant de compenser les déséquilibres structurels de balances des paiements courants pour des pays inéligibles aux financements internationaux.

5. Les migrations internationales tirent les salaires des non qualifiés des pays du Nord vers le bas et constituent un fardeau pour les pays d'accueil : Faux.

La question de savoir si les migrations induisent des bénéfices pour les pays d'accueil ou au contraire constituent un fardeau est évidemment controversée. Selon une estimation de la Banque mondiale, une augmentation de 3% du nombre de travailleurs migrants, des pays en développement vers les pays à revenu élevé, se traduirait par un gain de 356 milliards de dollars en 2025 pour l'économie mondiale, soit un surcroît de croissance de 0,6% du PIB mondial. Et la plupart des études consacrées aux effets sur la croissance mondiale des migrations internationales concluent à un effet positif, quoique faible, bénéficiant surtout aux pays développés à démographie déclinante.

Les retombées économiques de l'immigration du travail ne sont évidemment pas les mêmes selon les acteurs, selon les secteurs d'activité ou les types d'économies. Les effets, pour un pays d'accueil, sont multiples et jouent de façon opposée sur la dynamique économique : à l'accès à une force de travail flexible et bon marché, du côté des entreprises de certains secteurs (bâtiment, restauration, santé) ou s'agissant des particuliers (services à la personne ou services domestiques), s'opposeraient le nivelingement par le bas des niveaux de salaires du côté des travailleurs ou la concurrence avec les chômeurs nationaux non qualifiés. Les effets redistributifs, de caractère microéconomique, sont donc importants. Mais dans les pays du Nord, on observe une très forte complémentarité entre l'offre de travail qui émane de la main d'œuvre nationale et celle en provenance de l'immigration internationale, qui favorisent d'ailleurs nombre de dispositifs de régulation des afflux de travailleurs étrangers. Les pressions sur l'emploi et les niveaux de salaires des non qualifiés dans les pays du Nord sont beaucoup plus liés au commerce international et aux délocalisations d'activités, adossées à l'internationalisation des chaînes de production, qu'à la concurrence *in situ* avec les migrants.

Pour la plupart des spécialistes de ces questions, les effets de l'immigration économique dans les pays les plus développés sont donc globalement positifs, et au pire, sont neutres. Car au-delà des ajustements difficiles, à court terme, les migrations internationales apportent dans les pays d'accueil une force de travail supplémentaire, prête à accepter des emplois dans des secteurs ou des tâches délaissés par les nationaux. Les migrants accroissent la flexibilité que recherchent les entreprises, surtout les PME de certains secteurs (restauration, bâtiment). C'est un surcroît de capital humain, une force de travail déjà éduquée, qui contribue plus aux prélèvements obligatoires (impôts, prélèvements sociaux) qu'elle ne bénéficie des systèmes sociaux sous la forme de prestations sociales ou d'accès aux services publics. Et sur le plan macroéconomique, à long terme, les migrations répondent de toute évidence aux défis du vieillissement dont on connaît l'ampleur des effets sur la soutenabilité des systèmes de retraite.

Conclusion

À la question de savoir « Et si le travail était la solution ? », puisque tel est le thème des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence en 2015, il apparaît que les migrations internationales font partie de la solution et non pas de l'énoncé du problème.¹

¹ Principales sources : BIT, Migration équitable. Un programme pour l'OIT, Genève, 2014. ILO, World of Work Report 2014: Developing with Jobs, Geneva, 2014. OCDE, Mettre les compétences des migrants au service de la réussite économique, Paris, décembre 2014. OECD, International Migration Outlook, Paris, 2014. OECD, “Is Migration Good for the Economy”, Migration Policy Debates, May 2014. OECD, “Is Migration Really Increasing?”, Migration Policy Debates, May 2014. The World Bank, “Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook. Special Topic: Financing for Development”, Migration and Development Brief, Washington, April 2015.